



PENSER, AGIR AUTREMENT EN DÉMOCRATIE
& INVENTER UN FUTUR DÉSIRABLE POUR TOUS

le pacte civique

Guide pour interroger, évaluer, comparer les programmes présentés aux élections européennes 2014

Groupe Europe du Pacte civique

Introduction : Pourquoi ce guide ?

La dimension européenne est devenue une composante importante de notre vie collective : c'est une chance et non une contrainte. Ce n'est pas le moment pour le citoyen de désertier l'Europe, celle-ci a besoin de nous, elle ne doit pas gouverner sans nous, elle agit pour nous. Il faut donc voter pour dire quelle Europe nous voulons et ne pas profiter des élections européennes pour régler nos problèmes franco-français sur le dos de l'Europe et ainsi instrumentaliser celle-ci.

Dès son lancement en 2011, le Pacte civique a appelé **rendre l'Union européenne plus vivante, démocratique, sociale et plus active à l'extérieur par 3 engagements :**

- 30. Démocratiser la gouvernance européenne et doter le budget européen de ressources propres, afin de pouvoir développer les politiques communes internes et externes ;
- 31. en promouvant des équilibres écologiques soutenables pour préserver la planète ;
- 32. en intensifiant les partenariats et le co-développement avec l'Afrique et les pays du pourtour méditerranéen.

Comme il vient de le faire pour les élections municipales, le collectif Pacte Civique encourage maintenant ses adhérents (individuels ou associatifs) et ses collectifs locaux à s'investir dans la campagne des élections pour élire le Parlement européen et aller plus loin dans le débat avec les candidats.

Le présent guide donne des pistes, des idées pour interpeller les listes candidates, comparer les programmes, souligner les convergences et clarifier les divergences. Il peut aider à organiser des débats démocratiques entre listes concurrentes, sans pour autant prétendre ni à être exhaustives sur le sujet, ni à couvrir tous les sujets.

En appui, l'**Observatoire citoyen de la qualité démocratique** rédige un document sur :

- la façon dont les divers partis ont constitué leurs listes de candidats pour les élections européennes dans les 8 circonscriptions
- la façon dont ils ont désigné leur candidat à la présidence de la commission européenne.
- la façon plus ou moins participative de constitution de leur programme électoral par les partis (à l'échelle européenne ou nationale).

la participation citoyenne en Europe : les relations avec les élus

1. Questions sur la circonscription

- Quelles sont les politiques européennes qui touchent la circonscription : PAC ? restructurations industrielles ? Natura 2000 ? Patrimoine culturel ? Fonds de cohésion ? Grande région européenne (programme Interreg) ?
- Est-ce que la circonscription reçoit des fonds européens ? de quel programme ? quel montant ? sur quelle durée ?
- Comment pensez-vous développer un sentiment européen dans la région : communication sur les actions européennes ? favoriser des jumelages de régions ?

2. Le mandat de député européen

- Si vous êtes élu, vous engagez vous à aller au bout de votre mandat européen, quelque soit l'agenda national ?
- Dans quelles commissions parlementaires vous sentez vous prêt à siéger ? à prendre des responsabilités ? pour faire passer quelles idées ? Quels projets ?
- Quel est le nombre de mandats consécutifs qu'il vous paraît souhaitable d'exercer pour un député européen ?

3. La communication avec les citoyens

- Comment pensez-vous informer vos électeurs de vos actions ? des actions de votre groupe politique ?
- Favoriserez-vous les voyages qui permettent de visiter et s'informer sur les institutions européennes ?
- Comment pensez-vous organiser avec les citoyens le dialogue qui vous permettra de recueillir et d'utiliser leur avis ?

4. Des lobbies de toute sorte existent à Bruxelles

- Qu'en pensez-vous ? est-ce utile ? les rencontrerez – vous ? tiendrez-vous compte de leur avis ?
- Comment résisterez-vous à la tentation des cadeaux ?
- Un registre d'enregistrement permet plus de transparence : pensez – vous que l'encadrement soit suffisant ? faut-il faire plus ?

5. Les Initiatives citoyennes européennes (ICE)

Une première ICE sur le droit universel à l'eau a réussi à collecter plus du million de signatures, d'autres sont en cours. Que pensez-vous de ce nouveau pouvoir d'initiative entre les mains des citoyens ?

- Vous engagez-vous à faire connaître et promouvoir les ICE ?
- Nous constatons que les procédures de collecte de signatures et leur validation sont différentes d'un pays à l'autre. Demanderez-vous leur harmonisation avec une implication complète du Parlement européen ?

6. Les media

Comment faire pour qu'il y ait plus d'Europe dans les media ? Pour que les messages ne soient pas simplifiés à l'extrême ?

Enjeux sociaux

1. Europe sociale et dialogue social

- Comment pensez- vous collaborer avec les partenaires sociaux pour impulser une autre croissance, créatrice d'emplois et de meilleure qualité ?
- Comment assurer, de façon législative et/ou contractuelle, un droit européen à la formation tout au long de la vie, pour forger des aptitudes permettant de faire face aux mutations de la société dans tout type de structure ?
- Pensez-vous nécessaire de faire davantage travailler ensemble (coordination des agendas par exemple) le Parlement européen, le Comité économique et social européen et le Comité des Régions ?
- Etes-vous en faveur de la création d'un SMIC européen dans tous les pays ? Sur quelles bases ?

2. Lutte contre la pauvreté

- Vous engagez-vous à rencontrer les acteurs de la société civile dans le domaine de la lutte contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion ?
- Envisagez –vous de participer à l'intergroupe parlementaire « Extrême pauvreté et droits de l'homme, comité Quart Monde » qui promeut une approche globale de l'extrême pauvreté et de la lutte contre l'exclusion sociale dans les différentes politiques de l'Union européenne ?
- Sur la constatation que tous les fonds européens disponibles pour la lutte contre la pauvreté ne sont pas distribués, comment pensez-vous rendre les procédures plus accessibles aux associations ?
- le Fonds européen d'aide aux plus démunis a été prolongé jusqu'en 2020. Le prochain parlement votera pour la période suivante. Etes-vous favorable à son maintien ?
- Etes-vous en faveur de la création d'un Revenu minimum européen dans tous les pays ? Sur quelles bases ?

3. Politique migratoire

- Quel contrôle démocratique doit selon vous être exercé par le Parlement sur les politiques migratoires de l'Europe et notamment sur l'Agence FRONTEX ?
- L'attribution de l'aide publique au développement (APD) doit-elle être liée à la politique migratoire ?
- Comment faire pour que tous les pays participent à l'accueil des demandeurs d'asile ?

Enjeux économiques et financiers

1. Politique agricole commune, PAC

- Les prix des produits agricoles sont très fluctuants. Calculées à partir de la surface cultivée, les subventions sont fixes d'une année sur l'autre. Quelles démarches comptez-vous faire pour mieux stabiliser les revenus des agriculteurs dans le cadre de la PAC ?
- Le budget de la PAC doit-il être utilisé pour orienter les consommateurs vers la production locale de l'agriculture biologique ?
- Le traité de libre échange entre l'UE et les USA se négocie pour l'instant dans le plus grand secret et échappe au Parlement. Si le résultat vous est soumis pour approbation en fin de course, sans discussion possible, quelle position prendrez-vous vis à vis de ce traité ?

2. Régulation financière

- Que pensez-vous du projet d'Union bancaire présenté par le Commissaire Barnier ?
 - Connaissez-vous l'ONG "Finance Watch" ? Que pensez-vous de son travail de lobby ?
- Soutiendrez-vous :
- la mise en place d'un label de qualité ou d'une autorisation préalable de mise sur le marché pour les produits financiers ?
 - l'interdiction des sociétés-écran pour garantir la transparence juridique des sociétés et des organisations, et ceci par règlement, et non par une directive à transposer par les Etats-membres ?
- Seriez-vous favorable à la création d'une agence publique européenne de notation ?
 - Etes-vous favorable à l'élargissement des missions de la Banque centrale européenne au-delà de lutte contre l'inflation ?

3. Compétition ou coopération en Europe

- Pour impulser une sortie de crise et casser les logiques non-coopératives, vous engagez-vous sur deux objectifs ambitieux et fédérateurs pour l'Europe : l'économie numérique et la politique énergétique de transition écologique ?
 - Pensez-vous nécessaire d'améliorer la gouvernance politique et la dimension démocratique de la **zone Euro** ?
- De quelle manière ?
- que pensez-vous de la mutualisation d'une partie des dettes des Etats de la zone Euro ?
 - que pensez-vous de la création d'Euro-bonds pour financer de grands travaux d'infrastructure ?
 - Ne faudrait-il pas étendre à toute l'Union le type de gouvernance des entreprises pratiquée en Allemagne (comités d'entreprises où siègent actionnaires et représentants des salariés avec droit de blocage) ?
 - Comment lutter plus énergiquement contre la fraude et l'optimisation fiscale, contre les paradis fiscaux ?
 - Faut-il harmoniser les fiscalités ?
 - Pour la première fois, le budget de l'Union européenne a été voté à la baisse. Qu'en pensez-vous ?
 - Le budget européen doit-il être alimenté par des ressources propres ? Lesquelles ? Une taxe sur les transactions financières ? Une partie de l'impôt sur les sociétés ?

Enjeux environnementaux et cohésion sociale

1. Changement climatique

- comment l'Europe peut-elle être leader de la réflexion et de l'action internationale sur le changement climatique et anticiper les conséquences, en particulier sur les migrations de population ?

2. Energie

- comment promouvoir une consommation d'énergie faible en CO₂ ? Quelle incitation au développement des énergies renouvelables ? quelle place du nucléaire dans le mix-énergétique ? Faut-il exploiter les ressources en gaz de schiste ?
- Faut-il organiser une coopération européenne de l'énergie ? comment ?

3. Services d'intérêt général / indicateurs

- Etes-vous disposé à demander le maintien de l'inter-groupe sur les services publics, à le dynamiser, à procéder à des évaluations sur les Services publics en toute transparence et en y associant toutes les parties prenantes ?
- Etes-vous prêt à faire de la question des Services publics (SIEG) une question essentielle de l'investiture du Président de la Commission et des commissaires, et donc lui demander des comptes en cours de mandat ? S'il ne tient pas ses engagements êtes-vous prêt à en faire une cause de destitution de la Commission ?
- Seriez-vous favorable à un cadre législatif général européen sur les services d'intérêt général ?
- Faut-il adopter en Europe des indicateurs qualitatifs de développement ? Lesquels ? Comment les définir ?

La politique étrangère et de sécurité commune

- Comment L'Union Européenne pourrait-elle parler d'une seule voix dans les crises : Syrie, Ukraine, Mali ?
- Faut-il renforcer la part du budget de l'Union consacrée à une politique de défense commune (ex : RCA)
- L'UE mobilise la plus importante Aide publique au développement (APD) si l'on cumule fonds européens, bilatéraux et fonds dédiés à des organismes multilatéraux : comment peser par une vision commune à la hauteur de ses engagements financiers ?
- L'Union Européenne doit-elle promouvoir auprès des entreprises multinationales le devoir de vigilance qui exige qu'elles prennent en compte et préviennent les impacts négatifs en matière de droits humains, d'environnement et de droits des travailleurs pouvant découler de leur activité dans les pays en développement ?
- Afin d'encourager les aspirations démocratiques manifestées dans le monde arabe, et accompagner ces pays vers la démocratie, de quelle manière l'UE devrait-elle promouvoir une véritable Communauté euro-méditerranéenne fondée sur la paix, la démocratie, l'égalité, la justice sociale et le développement durable ?

La révision future des traités

- Seriez- vous favorable à lancer une initiative de révision des Traités ? sous quelle forme ?